

également faire de la France (et de l'Espagne) la forteresse antisoviétique en cas de guerre. C'est même en ce moment l'objectif politico-stratégique principal. Mais pour y arriver, il faut avant tout affaiblir la classe ouvrière et le P.C.F. C'est-à-dire qu'ils doivent d'abord passer par les étapes actuelles destinées à préparer cette situation. Autrement dit, dans les domaines divers, et pas seulement le domaine militaire, pour que De Gaulle puisse établir un gouvernement fort, il faut utiliser les autres partis, jusqu'à ce que la classe ouvrière soit suffisamment affaiblie.

Entre temps, De Gaulle se réserve et garde son programme, sans compromis. Son but reste le même et il l'a redéfini le 1^{er} Mai : "Je ne puis naturellement savoir à quel moment, dans quelles conditions, normales ou bien - ce qu'à Dieu ne plaise - dramatiques, se produira la déconfiture du régime des partis. Mais je sais qu'il ne l'emportera pas sur notre volonté de lui arracher l'Etat et qu'il sera congédié par "la France."

"Le Monde" lui conseillait, après les élections cantonales de participer à cette phase préparatoire en lui montrant que la dictature n'était pas mûre et qu'il était impossible de dissoudre les Chambres : "L'esprit d'intransigeance n'est pas un esprit politique", "le pays répugne aux aventures qu'elles viennent de droite ou de gauche". A plusieurs reprises a été envisagée la participation des gaullistes au Gouvernement, ce qui permettait, sur le plan parlementaire, de se passer des socialistes. Mais, d'une part, cette opération est encore dangereuse, d'autre part, De Gaulle préfère ne pas porter la responsabilité de la situation, notamment devant les classes moyennes et les paysans. Il répond par le mépris, et les insultes. J. Soustelle traite les indépendants de chacals, P. Reynaud "d'ombre" parmi les autres, et dit que l'élargissement du gouvernement serait une escroquerie.

Cette attitude montre que l'objectif du grand capital reste bien la prise du pouvoir par De Gaulle lorsque la situation le rend possible. Il le conserve pour l'étape ultérieure.

Dans ce domaine, si nous avons eu raison de démasquer cette orientation du grand capital, nous avons fixé des rythmes plus rapides que ceux qui, jusqu'à maintenant ont eu lieu. La lenteur relative du développement a même introduit la crise au sein du R.P.F. et le fait stagner, des tensions se font jour entre le courant venant du M.R.P. et celui venant des radicaux, entre les parlementaires et la direction. De même, l'échec relatif aux élections cantonales a stoppé son élan, sa pénétration dans les diverses couches de la population. De Gaulle a dû faire des concessions aux parlementaires du R.P.F. et les introduire dans un organisme de direction.

Incontestablement, nous avons dessiné un développement du gaullisme plus rapide que celui qui a eu lieu jusqu'à maintenant.

Mais la correction de cette erreur de rythme ne doit pas nous en faire commettre une de fonds, dans l'autre sens, qui consisterait à perdre de vue d'abord que la situation internationale et nationale de la bourgeoisie française lui impose comme but une dictature anti-ouvrière. Ensuite que le gaullisme lui-même peut sortir de sa crise très rapidement et se redévelopper dans la nouvelle situation. En effet, la crise économique va frapper la petite bourgeoisie, les petits commerçants, les paysans et ceux-ci peuvent vite devenir la base de masse que De Gaulle n'a pas réussi à organiser jusqu'ici.

De plus, les délais peuvent se trouver raccourcis si la bourgeoisie accumulant des petits succès répétés contre la classe ouvrière; peut lui porter un coup plus dur et accélérer ensuite sa marche vers l'Etat fort.